

ans de graves discriminations ayant à plusieurs reprises dégénéré en massacres.

Pourtant le FPR est un mouvement politico-militaire dont le programme ne mentionne nulle part le rétablissement de la monarchie. Claude Silberzahn, chef de la DGSE, expliquera à huis clos aux parlementaires de la Mission d'information que « l'idéologie affichée par le FPR étant une idéologie visant à l'instauration de la démocratie et souhaitant une cohabitation pacifique, [il] avait toujours prétendu qu'à son retour au pouvoir son principal objectif serait de fraterniser avec le reste de la population rwandaise »¹. Bien que le FPR soit en grande majorité composé de Tutsis, Claude Silberzahn souligne que « les dirigeants du FPR n'affichaient pas d'appartenance ethnique » et qu'ils « avaient accompli un effort permanent pour faire en sorte que des Hutus rejoignent leurs rangs »¹⁹. Ainsi, en Tanzanie, la majorité des exilés rwandais appartenant au FPR sont hutus, à commencer par leur chef, Alexis Kanyarengwe²⁰. Cet officier, issu de la première promotion de l'école d'officiers aux côtés de Habyarimana²¹, est, bien que Hutu, le président du FPR.

1. En mars 1998 est lancée une investigation parlementaire sur les opérations militaires menées entre 1990 et 1994 au Rwanda par la France, d'autres pays et l'ONU. La Mission d'information parlementaire (MIP) mène ses travaux de mars à décembre 1998 et auditionne notamment de nombreux personnalités civiles et militaires. Cette enquête a donné lieu à la publication d'un rapport en trois tomes, *Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)*, le premier tome contenant le rapport lui-même, le deuxième les annexes, le troisième une retranscription des auditions (en deux volumes)¹⁸.

Quant au soutien de l'Ouganda, ce point essentiel est analysé par la DGSE, le 8 novembre 1990, dans une note de trois pages envoyée à l'Élysée, Matignon et plusieurs ministères parisiens. La DGSE y souligne que si le régime de Kigali a essayé d'accuser l'Ouganda, puis la Libye, « les apparences accréditent ces thèses, mais rien ne permet d'établir que les rebelles aient bénéficié d'une aide significative de ces deux pays ». La DGSE expose aussi les arguments plaidant pour la thèse opposée : « Le président ougandais connaissait les préparatifs des Tutsis. Toutefois, il a attiré à trois reprises cette année l'attention de son homologue rwandais sur ce problème, ce dernier n'y a jamais prêté attention et s'est toujours opposé à l'ouverture de négociations concernant le retour des réfugiés extérieurs. Il est peu vraisemblable que le chef de l'État ougandais ait eu connaissance de la date du déclenchement de l'opération, sans quoi il aurait eu toutes les raisons de s'y opposer, notamment à un moment où il exerce la présidence de l'OUA [Organisation de l'unité africaine]. » D'ailleurs, « le déroulement des combats et leur rapide essoufflement, l'absence de tout armement lourd montrent que l'APR n'a même pas bénéficié du soutien logistique minimum qui lui aurait suffi pour bousculer d'emblée la faible armée rwandaise et atteindre Kigali ». La DGSE conclut sereinement : « Les rencontres entre les présidents Habyarimana et Museveni ont, semble-t-il, levé toutes les ambiguïtés²². »

Cependant, dans leurs notes, les conseillers militaires successifs de Mitterrand continuent à décrire la situation rwandaise en termes d'attaque extérieure et à assimiler

- nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. III, vol. 1, p. 122-123; et t. I, p. 122.
7. Entretien avec Jean-Baptiste Nsanzimfura à Bruxelles le 22 février 2013, in Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 71-72.
8. Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994, p. 114.
9. Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 77.
10. Juvénal Habyarimana, lettre à François Mitterrand, 22 octobre 1990, in Bruno Boudiguet (éditeur), *Rwanda. Les archives « secrètes » de Mitterrand (1982-1995)*, Paris, Aviso/L'Esprit frappeur, 2012, p. 54-55.
11. Télégramme diplomatique Kigali, « Situation au Rwanda », 7 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 131 [fgt].
12. Gérard Prunier, *Rwanda 1959-1996*, op. cit., p. 135.
13. *Ibid.*
14. Sur cette notion, lire Jean-Pierre Chrétien, *Le Défi de l'ethnisme: Rwanda et Burundi, 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.
15. Télégramme diplomatique Kigali, « Analyse de la situation par la population d'origine tutsie », 15 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 133 [fgt].
16. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali, « Appréciation de la situation politique », 24 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 134 [fgt].
17. Amiral Jacques Lanxade, notes au président Mitterrand, respectivement les 11 octobre 1990 et 2 janvier 1991 [fgt].
18. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994. Rapport d'information sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994* (tome I, Rapport; tome II, Annexes; tome III, Auditions), Paris, Assemblée nationale, 1998.
19. Assemblée nationale, Mission d'information sur le Rwanda, « Audition du préfet Claude Silberzahn, directeur de la DGSE (huis clos) », compte rendu n° 41, 8 juillet 1998 [fgt]; lire aussi DGSE, « Rwanda. Situation du Front patriotique rwandais », Fiche particulière n° 17108/N, 12 février 1991.
20. Thierry Charlier, « Conflit ethnique au Rwanda », *Raids*, n° 56, janvier 1991 [fgt].

21. « Les Camarades du 5 juillet et les premières promotions d'officiers des Forces armées rwandaises. », in André Guichaoua, *Rwanda. De la guerre au génocide*, op. cit., annexe 1, en ligne.
22. DGSE, « Rwanda. Implication de l'Ouganda et de la Libye », fiche n° 18974/N, 8 novembre 1990.
23. Amiral Jacques Lanxade, note au président Mitterrand (objet: Nouvelle offensive ougando-tutsie), 3 février 1991 [fgt].
24. Général Christian Quesnot, note au président Mitterrand, 20 juin 1991 [fgt]; général Quesnot, note au président Mitterrand, 13 février 1993 [fgt].
25. Gérard Prunier, *Rwanda 1959-1996*, op. cit., p. 148-149.
26. Général Jean-Pierre Huchon, note à Thierry de Beaucé, « Rwanda. Entretien des présidents », 20 novembre 1991 [fgt].
27. Général Christian Quesnot, note au président Mitterrand, 23 juillet 1992 [fgt].
28. DGSE, « Rwanda. Situation du Front patriotique rwandais », fiche particulière n° 17108/N, 12 février 1991.
29. Thierry Charlier, « Conflit ethnique au Rwanda », art. cité.
30. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 130. Sur les exactions commises par les FAR, lire Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 122.
31. Diogène Bideri, *Le Massacre des Bagogwe. Un prélude au génocide des Tutsi. Rwanda (1990-1993)*, Paris, L'Harmattan, 2008.
32. *Kangura*, n° 6, décembre 1990 [fgt].
33. Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*, Paris, La Découverte, 2007; Jean-Dominique Merchet, *Une histoire des forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernet, 2010, p. 134.
34. Sur son assimilation par les dictatures latino-américaines, lire Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004.
35. Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire*, op. cit., p. 43.
36. *Ibid.*, chapitre 9.
37. *Ibid.*, p. 224.
38. *Ibid.*, p. 15.
39. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 132.
40. Patrick de Saint-Exupéry, *Complices de l'inavouable. La France au Rwanda*, Paris, Les Arènes, 2009, p. 274.

le FPR aux Tutsis. Forgeant un nouveau vocable, l'amiral Lanxade évoque ainsi le 3 février 1991 « une nouvelle offensive ougando-tutsie²³ ». Malgré leur absence de fondements, ses éléments de langage seront repris avec une remarquable constance, en particulier par son successeur à partir du mois de mai 1991, le général Christian Quesnot²⁴. En novembre 1991, face à l'absence désormais évidente de soldats ougandais au sein d'APR (le soutien de l'armée ougandaise se limitant en réalité à fournir du ravitaillement²⁵), le général Huchon, adjoint de Quesnot, explique que « les unités ougandaises, à majorité tutsie, qui avaient mené l'attaque d'octobre 1990, sont à présent repliées en Ouganda et organisées en forces autonomes, toujours largement soutenues par l'armée ougandaise²⁶ ». En juillet 1992, Quesnot forge une nouvelle combinaison en mentionnant l'« offensive ougando-FPR²⁷ ». Aux yeux des responsables français, l'attaque du FPR représente donc une tentative de reprise du pouvoir par une minorité ethnique au passé d'opresseur, soutenue par un pays anglophone. Cette représentation faussée fournit une justification morale au soutien militaire déterminant apporté au régime Habyarimana, doublée d'une indifférence au sort des Tutsis, amalgamés à l'ennemi FPR.

L'offensive FPR de janvier 1991 et les massacres de Tutsis en représailles

À la fin du mois d'octobre 1990, les forces du FPR ont été repoussées. Elles ont essuyé de lourdes pertes

et paraissent brisées. Pourtant, dans les mois suivants, sous la houlette de leur nouveau chef Paul Kagame, elles se reconstituent peu à peu dans la région des volcans, au nord-ouest du Rwanda, où elles occupent un mince territoire près de la frontière ougandaise. Selon la DGSE, elles comptent quelques milliers d'hommes (pas tous combattants) avec des armes individuelles provenant de l'armée ougandaise ou récupérées lors d'affrontements avec l'armée rwandaise ; quasiment pas d'armes lourdes : quelques mitrailleuses et mortiers de 60 mm ; et trois camps d'entraînement « situés sur le territoire ougandais et dont l'activité est connue des autorités²⁸ ». Leurs armes et munitions viennent d'Ouganda, de Tanzanie et du Burundi²⁹. Le 22 janvier 1991, elles s'emparent par surprise de la ville de Ruhengeri, qui abrite la plus grande prison du Rwanda. Les détenus – beaucoup de prisonniers politiques – sont libérés.

À Kigali, la stupéfaction du régime Habyarimana est grande. La France, qui envisageait trois semaines auparavant de retirer ses troupes du Rwanda – c'est François Mitterrand lui-même qui s'y était opposé et avait ordonné leur maintien un mois de plus –, monte une opération pour libérer les coopérants français et étrangers bloqués à Ruhengeri. Dans la nuit du 23 au 24 janvier, deux sections de Noroît récupèrent les Occidentaux dans une ville que les troupes du FPR ont déjà quittée, et que les Forces armées rwandaises reprennent sans combat, mais en commettant nombre d'exactions contre la population³⁰.

- nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. III, vol. 1, p. 122-123; et t. I, p. 122.
7. Entretien avec Jean-Baptiste Nsanzimfura à Bruxelles le 22 février 2013, in Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 71-72.
8. Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994, p. 114.
9. Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 77.
10. Juvénal Habyarimana, lettre à François Mitterrand, 22 octobre 1990, in Bruno Boudiguet (éditeur), *Rwanda. Les archives « secrètes » de Mitterrand (1982-1995)*, Paris, Aviso/L'Esprit frappeur, 2012, p. 54-55.
11. Télégramme diplomatique Kigali, « Situation au Rwanda », 7 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 131 [fgt].
12. Gérard Prunier, *Rwanda 1959-1996*, op. cit., p. 135.
13. *Ibid.*
14. Sur cette notion, lire Jean-Pierre Chrétien, *Le Défi de l'ethnisme: Rwanda et Burundi, 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.
15. Télégramme diplomatique Kigali, « Analyse de la situation par la population d'origine tutsie », 15 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 133 [fgt].
16. Extrait du message de l'attaché de défense à Kigali, « Appréciation de la situation politique », 24 octobre 1990, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. II, p. 134 [fgt].
17. Amiral Jacques Lanxade, notes au président Mitterrand, respectivement les 11 octobre 1990 et 2 janvier 1991 [fgt].
18. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994. Rapport d'information sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994*. (tome I, Rapport; tome II, Annexes; tome III, Auditions), Paris, Assemblée nationale, 1998.
19. Assemblée nationale, Mission d'information sur le Rwanda, « Audition du préfet Claude Silberzahn, directeur de la DGSE (huis clos) », compte rendu n° 41, 8 juillet 1998 [fgt]; lire aussi DGSE, « Rwanda. Situation du Front patriotique rwandais », Fiche particulière n° 17108/N, 12 février 1991.
20. Thierry Charlier, « Conflit ethnique au Rwanda », *Raids*, n° 56, janvier 1991 [fgt].

21. « Les Camarades du 5 juillet et les premières promotions d'officiers des Forces armées rwandaises. », in André Guichaoua, *Rwanda. De la guerre au génocide*, op. cit., annexe 1, en ligne.
22. DGSE, « Rwanda. Implication de l'Ouganda et de la Libye », fiche n° 18974/N, 8 novembre 1990.
23. Amiral Jacques Lanxade, note au président Mitterrand (objet : Nouvelle offensive ougando-tutsie), 3 février 1991 [fgt].
24. Général Christian Quesnot, note au président Mitterrand, 20 juin 1991 [fgt]; général Quesnot, note au président Mitterrand, 13 février 1993 [fgt].
25. Gérard Prunier, *Rwanda 1959-1996*, op. cit., p. 148-149.
26. Général Jean-Pierre Huchon, note à Thierry de Beauce, « Rwanda. Entretien des présidents », 20 novembre 1991 [fgt].
27. Général Christian Quesnot, note au président Mitterrand, 23 juillet 1992 [fgt].
28. DGSE, « Rwanda. Situation du Front patriotique rwandais », fiche particulière n° 17108/N, 12 février 1991.
29. Thierry Charlier, « Conflit ethnique au Rwanda », art. cité.
30. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 130. Sur les exactions commises par les FAR, lire Jean-François Dupaquier, *Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda*, op. cit., p. 122.
31. Diogène Bideri, *Le Massacre des Bagogwe. Un prélude au génocide des Tutsi. Rwanda (1990-1993)*, Paris, L'Harmattan, 2008.
32. *Kangura*, n° 6, décembre 1990 [fgt].
33. Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire. Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*, Paris, La Découverte, 2007; Jean-Dominique Merchet, *Une histoire des forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernay, 2010, p. 134.
34. Sur son assimilation par les dictatures latino-américaines, lire Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004.
35. Gabriel Périès et David Servenay, *Une guerre noire*, op. cit., p. 43.
36. *Ibid.*, chapitre 9.
37. *Ibid.*, p. 224.
38. *Ibid.*, p. 15.
39. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 132.
40. Patrick de Saint-Exupéry, *Complices de l'inavouable. La France au Rwanda*, Paris, Les Arènes, 2009, p. 274.